

**Question écrite n°3273 - Sujet : Prévention du suicide**

**Auteur(s)** : Madame Josée Lorsché, Députée

**Destinataire(s)** : Madame Lydia Mutsch, Ministre de la Santé

**Date limite de réponse à la question** : 07-10-2017

**Evènement(s) :**

Date	Description	Liens
07-09-2017	Dépôt de la question	Document écrit de la question
06-10-2017	Réponse écrite de Madame Lydia Mutsch, Ministre de la Santé	Document écrit de la réponse



Monsieur Mars Di Bartolomeo  
Président de la  
Chambre des Député-e-s  
Luxembourg



Luxembourg, le 7 septembre 2017

Monsieur le Président,

Par la présente et conformément à notre règlement interne, je me permets de poser une question parlementaire à Madame la Ministre de la Santé au sujet de la prévention du suicide.

Dans le cadre de la 10<sup>e</sup> édition de la Journée Nationale de Prévention du Suicide, le Service Information et Prévention de la Ligue consacrera le 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> octobre plusieurs conférences et workshops à ce phénomène sociétal. Je voudrais profiter de l'occasion pour me renseigner sur l'état d'avancement du Plan National de Prévention Suicide initié en juillet 2015 par la Ministre de la Santé. Ce plan qui constitue un premier outil de lutte en la matière annonçait 33 actions ciblées en ce qui concerne la sensibilisation, la formation et l'information.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à la Madame la Ministre :

- 1. Combien des 33 mesures prévues dans le Plan National de Prévention Suicide ont été mises œuvre jusqu'ici ?**
- 2. Peut-on déjà dresser un bilan intermédiaire en ce qui concerne les actions annoncées dans le plan?**

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

**Josée Lorsché**  
Députée



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Christian Alff  
Service des séances plénières et  
secrétariat général  
Tél : 466.966.223  
Fax : 466.966.210  
e-mail : calff@chd.lu

Monsieur Fernand Etgen  
Ministre aux Relations avec le Parlement  
Luxembourg

Luxembourg, le 07 septembre 2017

Objet : Question parlementaire n° 3273 du 07.09.2017 de Madame la Députée Josée Lorsché

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer par la présente la question parlementaire sous objet.

Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir la réponse du Gouvernement dans le délai d'un mois afin que je puisse la faire publier avec la question au compte rendu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Mario Di Bartolomeo  
Président de la Chambre des Députés



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Santé

Dossier suivi par: JOME Laurent  
Tel: 247 85510  
Email: laurent.jome@ms.etat.lu

Monsieur le Ministre  
aux Relations avec le Parlement  
Service central de Législation  
43, boulevard F.D. Roosevelt  
L-2450 Luxembourg



Luxembourg, le 6 octobre 2017

**Concerne:** Question parlementaire n° 3273 du 7 septembre 2017 de Madame la Députée Josée Lorsché

**Réf. :** 81fxa7dfa

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe la réponse de la soussignée à la question parlementaire n° 3273 du 7 septembre 2017 de Madame la Députée Josée Lorsché concernant "Prévention du suicide".

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération très distinguée.

La Ministre de la Santé,

Lydia MUTSCH







**Réponse de Madame la Ministre de la Santé à la question parlementaire n° 3273 du 7 septembre 2017 de Madame la Députée Josée Lorsché concernant "Prévention du suicide".**

---

Le Plan National de Prévention du Suicide au Luxembourg (PNPSL), qui a été lancé en juillet 2015, a pour but de combattre les causes et les conséquences du suicide ; ceci afin de réduire les tentatives de suicide et le nombre de décès par suicide au Luxembourg.

Le PNPSL a été élaboré en étroite collaboration avec le service d'information et de prévention de la Ligue ainsi qu'avec les principaux acteurs du terrain. Le PNPSL englobe 33 actions prioritaires, dont le détail est consultable sur le site [www.sante.public.lu](http://www.sante.public.lu).

Parmi ces actions figurent notamment la prévention au sens large du terme, les populations à risque, les jeunes, les personnes âgées, la poursuite de la décentralisation des structures d'aide, les formations spécifiques, ainsi que les prises en charge thérapeutiques.

Diverses actions du PNPSL ont pu être mises en œuvre, tel que l'augmentation progressive du temps d'écoute de SOS Détresse, la création et la mise à disposition d'un protocole de prise en charge pour les enseignants lorsque ceux-ci constatent un signal d'alarme de risque suicidaire ou de dépression auprès d'un élève, la création et la mise à disposition d'un protocole de postvention suicidaire pour les établissements scolaires, ainsi que l'amélioration de l'accompagnement des familles ou des proches par l'élaboration d'un protocole, tout comme le fait de proposer de systématiquement un soutien aux personnes endeuillées.

De plus, des formations ont été organisées pour les professionnels de première ligne à l'intervention en cas de crise suicidaire, et plus particulièrement le personnel des SPOS, les intervenants du secteur médical, paramédical ou travaillant dans les structures hospitalières et extrahospitalières, les enseignants de l'enseignement secondaire, le personnel pénitentiaire ou encore le personnel s'occupant de personnes âgées. Les formations des professionnels de première ligne d'intervention continuent d'être organisées en raison de l'intérêt exprimé par le secteur. En ce qui concerne les autres actions du PNPSL, celles-ci sont en cours de réalisation.

Le PNPSL prévoit une évaluation de toutes les actions après quelques années d'implémentation dudit plan, à travers l'analyse de certains indicateurs. Cette évaluation permettra de fournir des éléments dans le but de prendre une décision quant à la pérennisation des différentes actions dans le futur. À l'heure actuelle, l'impact du PNPSL ne peut pas encore être vérifié, dans la mesure où les derniers chiffres officiels des suicides remontent à l'année 2015. Néanmoins, en ce qui concerne les tentatives de suicide, les services de la direction de la Santé sont en train d'améliorer leur recensement à travers le Système de Surveillance des Traumatismes et Accidents au Luxembourg (RETRACE).